

Convention collective

IDCC : 9641. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES
(PYRÉNÉES-ATLANTIQUES)
(18 novembre 1985)**

(Etendue par arrêté du 27 mai 1986,
Journal officiel du 15 juin 1986)

AVENANT N° 36 DU 7 OCTOBRE 2008

NOR : *AGRS0997074M*
IDCC : 9641

Entre :

La fédération des syndicats agricoles du Béarn et du Pays basque ;
Le syndicat des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La fédération générale de l'agroalimentaire CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 30, paragraphe 2, de la convention collective du 18 novembre 1985 est modifié comme suit :

« 2. Garantie de rémunération accidents et maladie

En cas d'absence au travail, justifiée par l'incapacité résultant soit de maladie professionnelle ou d'accident du travail, d'une part, soit de maladie, d'accident de trajet ou d'accident de la vie privée, d'autre part, incapacité dûment constatée par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, les salariés non cadres, comptant 1 an d'ancienneté continue au service du même employeur, bénéficieront, à condition :

- d'avoir justifié, dans les 48 heures, de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Pendant 30 jours, ils recevront 90 % de la rémunération brute qu'ils auraient gagnée s'ils avaient continué à travailler.

Pendant les 30 jours suivants, ils recevront les 2/3 de cette même rémunération.

Ces temps d'indemnisation sont augmentés de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté en sus de 1 an d'ancienneté, sans que chacun d'eux puisse dépasser 90 jours.

Lors de chaque arrêt de travail, les durées d'indemnisation courent à compter :

- du 1^{er} jour d'absence en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle ;
- du 8^e jour d'absence en cas de maladie, d'accident de trajet, d'accident de la vie privée.

Pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il est tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 derniers mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable en vertu des alinéas précédents.

En tout état de cause, le montant de la prestation cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées, pour le compte d'Agri-Prévoyance, par la mutualité sociale agricole, aux salariés bénéficiaires de la garantie, conjointement aux indemnités journalières légales et selon la même périodicité.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué, pendant l'absence de l'intéressé, dans l'établissement ou partie d'établissement. Toutefois, si, par suite de l'absence de l'intéressé, l'horaire du personnel restant au travail devait être augmenté, cette augmentation ne serait pas prise en considération pour la fixation de la rémunération.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Les prestations servies par l'organisme assureur cessent d'être versées à la date d'attribution d'une pension vieillesse par la sécurité sociale.

Cotisations de la garantie incapacité de travail temporaire

La garantie incapacité de travail est financée par une cotisation basée sur le salaire brut de tous les salariés non cadres ayant 12 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise. Elle est à la charge exclusive de l'employeur et est destinée à financer la garantie légale résultant des dispositions prévues par l'article L. 1226-1 du code du travail relatives à la mensualisation.

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,11 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Une révision de ces taux de cotisation pourra être proposée en fonction des résultats techniques constatés à l'occasion de la présentation annuelle des comptes de la garantie départementale incapacité temporaire de travail.

Les cotisations sont donc les suivantes :

(En % du salaire brut.)

	GARANTIE INCAPACITÉ de travail	COUVERTURE CHARGES sociales patronales	TOTAL
Part patronale	0,30	0,11	0,41
Part salariale	-	-	-
Total	0,30	0,11	0,41

Article 2

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1^{er} mars 2009.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Pau, le 7 octobre 2008.

(Suivent les signatures.)